

## Table annuelle des jurisprudences parues dans VIGIE - ANNÉE 2012

RUBRIQUE	JURISPRUDENCE	NUMÉRO DE VIGIE
<b>Statut général et dialogue social</b>	Modification d'inscription sur les listes pour l'élection des représentants du personnel - <a href="#">Conseil d'État, Ordonnance en référé, n° 353458 du 20 octobre 2011, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE</a>	<a href="#"><u>n° 41 – janvier – février 2012</u></a>
	Clarification de la distinction entre temps partiel et temps partiel thérapeutique - <a href="#">Conseil d'État, 5ème et 4ème sous-sections réunies, n° 340829 du 12 mars 2012, Mme Isabelle A.</a>	<a href="#"><u>n° 42 – mars – avril 2012</u></a>
	Modalités d'élection aux comités techniques de la fonction publique hospitalière - <a href="#">Conseil d'État, 1ère et 6ème sous-sections réunies, n° 351266 du 18 janvier 2012, SYNDICAT FEDERATION SUD SANTE SOCIAUX</a>	<a href="#"><u>n° 43 – mai – juin 2012</u></a>
	Durée du contrat de travail - <a href="#">Conseil d'État, 5ème et 4ème sous-sections réunies, n° 335398 du 15 juin 2012, ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT AGRICOLE (EPLA) DE LAVAUUR</a>	<a href="#"><u>n° 44 – juillet – août 2012</u></a>
	Attribution de logement pour nécessité ou utilité de service in concreto - <a href="#">Conseil d'État, 1ère et 6ème sous-sections réunies, n° 336160 du 6 juin 2012, M. Frédéric A.</a>	<a href="#"><u>n° 45 – septembre – octobre 2012</u></a>
	Exercice de mandat syndical et avancement - <a href="#">Conseil d'État, 8ème et 3ème sous-sections réunies, n° 347259 du 29 octobre 2012, commune d'Aix-en-Provence</a>	
	Réparation d'un préjudice et subrogation - <a href="#">Cour de cassation, Chambre civile 2, n°: 11-21971 du 28 juin 2012, société Axa France IARD</a>	<a href="#"><u>n° 46 – novembre – décembre 2012</u></a>
Report de congés annuels après un congé de maternité pour les enseignants - <a href="#">Conseil d'État, 3ème et 8ème sous-sections réunies, n° 349896 du 26 novembre 2012, Mme Marie-Josée A.</a>		

<b>Statuts particuliers</b>	<p>Requalification d'un contrat de travail avec une association transparente - <a href="#">Tribunal des Conflits, n° 3772 du 4 juillet 2011, M. Stéphane H. c/ Institut national polytechnique de Grenoble</a></p> <p>Requalification d'un contrat emploi-solidarité - <a href="#">Tribunal des Conflits, n° 3821 du 14 novembre 2011, M. Dominique P. c/ Maison de retraite « Résidence Albert Jean »</a></p>	<b><u>n° 41 – janvier – février 2012</u></b>
	<p>Transformation d'un CDD en CDI - <a href="#">Cour de justice de l'Union Européenne, affaire C-251/11 du 8 mars 2012, Martial Huet c/ Université de Bretagne occidentale</a></p> <p>Statut dérogoire de certains agents de l'administration pénitentiaire en matière de notation - <a href="#">CE n° 345790 du 23 décembre 2011 Garde des Sceaux, ministre de la justice et des libertés c/ M. K.</a></p>	<b><u>n° 42 – mars – avril 2012</u></b>
	<p>Un agent non-titulaire ne peut pas se prévaloir des clauses illégales de son contrat - <a href="#">Conseil d'État, 3ème et 8ème sous-sections réunies, n° 343039 du 30 mai 2012, Mme Véronique A.</a></p> <p>Un agent à temps partiel doit recevoir une prime proportionnée au service effectué - <a href="#">Conseil d'État, 8ème et 3ème sous-sections réunies, n° 337077 du 7 mai 2012, COMMUNE DE LAPALUD</a></p>	<b><u>n° 43 – mai – juin 2012</u></b>
	<p>Résiliation d'engagement d'un sapeur-pompier volontaire - <a href="#">Conseil d'État, 6ème et 1ère sous-sections réunies, n° 329025 du 22 mai 2012, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS) DE LA NIEVRE</a></p> <p>Fonctionnaires à France Télécom - <a href="#">Décision n° 2012-281 QPC du 12 octobre 2012, SYNDICAT DE DÉFENSE DES FONCTIONNAIRES</a></p>	<b><u>n° 45 – septembre – octobre 2012</u></b>
	<b>Recrutement</b>	<p>Nominations au tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle - <a href="#">Conseil d'État, 4ème et 5ème sous-sections réunies, n° 346629 du 23 décembre 2011, SYNDICAT PARISIEN DES ADMINISTRATIONS CENTRALES, ECONOMIQUES ET FINANCIERES</a></p>
<p>Les universités et établissements supérieurs d'enseignement et de recherche ont la possibilité de recruter des enseignants non titulaires avec statut de maîtres de conférences ou professeurs des universités associés ou invités - <a href="#">Conseil d'État, 4ème et 5ème sous-sections réunies, n° 340330 du 23 décembre 2011, Mme Brigitte A.</a></p>		
<p>Condition de diplôme au concours IPEF : Refus du Conseil d'Etat de transmettre une QPC - <a href="#">Conseil d'Etat, 1er février 2012, n° 348806, M. Ludovick A.</a></p>		

	<p>Liberté de choix des emplois supérieurs laissés à la décision du Gouvernement et principe général d'impartialité - <a href="#">Conseil d'État, Assemblée, n° 348064 du 11 juillet 2012, Syndicat autonome des inspecteurs généraux et inspecteurs de l'administration au ministère de l'intérieur</a></p> <p>Comité de sélection des professeurs des universités - <a href="#">Conseil d'État, 4ème et 5ème sous-sections réunies, n° 330366 du 11 juillet 2012, M. El Kébir B.</a></p>	<p><a href="#">n° 44 – juillet – août 2012</a></p>
	<p>Condition de « bonne moralité » des magistrats judiciaires - <a href="#">Décision n° 2012-278 QPC du 5 octobre 2012, MME ÉLISABETH B.</a></p>	<p><a href="#">n° 45 – septembre – octobre 2012</a></p>
<b>Carrières et parcours professionnels</b>	<p>Droit de la défense et sanction disciplinaire - <a href="#">Conseil d'État, 2ème et 7ème sous-sections réunies, n° 349009, du 30 janvier 2012, MINISTRE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION</a></p>	<p><a href="#">n° 44 – juillet – août 2012</a></p>
	<p>Procédure disciplinaire des agents des chambres de métiers de l'artisanat - <a href="#">Conseil d'État, 7ème et 2ème sous-sections réunies, n° 348557 du 23 mai 2012, CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU GARD</a></p>	<p><a href="#">n° 45 – septembre – octobre 2012</a></p>
<b>Rémunérations, temps de travail et retraite</b>	<p>Coïncidence congé annuel et congé de maladie - <a href="#">CJUE, 21 juin 2012, affaire C-78/11, Asociación Nacional de Grandes Empresas de Distribución (ANGED) c/ Federación de Asociaciones Sindicales (FASGA), Federación de Trabajadores Independientes de Comercio (Fetico), Federación Estatal de Trabajadores de Comercio, Hostelería, Turismo y Juego de UGT, Federación de Comercio, Hostelería y Turismo de CC.OO.</a></p>	<p><a href="#">n° 43 – mai – juin 2012</a></p>
	<p>Décharge d'activité pour mandat syndical et primes - <a href="#">Conseil d'État, Section, n° 344801 du 27 juillet 2012, M. Jean-Robert B.</a></p>	<p><a href="#">n° 44 – juillet – août 2012</a></p>
	<p>Rémunération en cas d'interdiction d'exercer - <a href="#">Conseil d'État, 6ème et 1ère sous-sections réunies, n° 346979 du 8 octobre 2012, M. Francis B.</a></p>	<p><a href="#">n° 45 – septembre – octobre 2012</a></p>
	<p>Journée de solidarité et égalité devant la loi - <a href="#">Conseil d'État, 1ère et 6ème sous-sections réunies, n° 346648 du 26 octobre 2012, M. Bruno L.</a></p>	

	Indemnité pour charges militaires et pacte civil de solidarité - <a href="#">Conseil d'État, 7ème et 2ème sous-sections réunies, n° 357822 du 29 octobre 2012, M. Julien A.</a>	<a href="#">n° 46 – novembre – décembre 2012</a>
<b>Politiques Sociales</b>	Condamnation de l'affiliation obligatoire à une mutuelle des agents de droit public - <a href="#">CE n° 354078 du 13 février 2012 Mutuelle du personnel des hospices civils de Lyon</a>	<a href="#">n° 42 – mars – avril 2012</a>
<b>Encadrement supérieur</b>	Faute professionnelle et réintégration dans un emploi de directeur d'OPHLM - <a href="#">Conseil d'État, 2ème et 7ème sous-sections réunies, n° 347128 du 10 octobre 2012, Office public de l'habitat de Châtillon</a>	<a href="#">n° 46 – novembre – décembre 2012</a>
<b>Légistique et procédure contentieuse</b>	Recevabilité des recours dirigés contre les circulaires impératives même non publiées sur circulaires.gouv.fr - <a href="#">Conseil d'État, 1ère et 6ème sous-sections réunies, n° 346648 du 26 octobre 2012, M. Bruno L.</a>	<a href="#">n° 45 – septembre – octobre 2012</a>